

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 143 (1998)
Heft: 1

Artikel: Le crime organisé en Russie
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345841>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le crime organisé en Russie

Le Center for Strategic and International Studies, influente institution de recherche privée à Washington, a rendu public au début octobre 1997 le résultat d'un travail de recherche de deux ans sur le crime organisé en Russie.

Selon l'étude, le programme de lutte contre le crime du gouvernement russe aurait été un échec, en raison du manque de ressources et de volonté de changer les conditions permettant le développement du crime organisé. Certains membres des cercles gouvernementaux seraient certes prêts à adopter des mesures dures pour combattre le crime organisé, mais cette répression risquerait par ailleurs de soulever des questions sous l'angle du respect des droits de l'homme. En outre, des contrôles draconiens pourraient entraver à la fois le développement économique et la démocratisation.

A en croire les chiffres provenant du ministère russe de l'Intérieur (...), les milieux du crime organisé contrôleraient 40 % des entreprises privées, 60 % des entreprises d'Etat, entre 50 et 85 % des établissements bancaires. C'est cette étendue de l'influence criminelle qui préoccupe les auteurs du rapport, car elle pourrait conduire à l'extrême à un système politique contrôlé par des criminels, des bureaucrates corrompus et des hommes d'affaires peu scrupuleux.

Parmi les nombreuses bandes criminelles qui ont vu le jour sur le territoire de l'ex-Union soviétique, 200 environ auraient une activité internationale (110 selon d'autres sources) ; 26 auraient pris pied aux Etats-Unis, coopérant avec des groupes criminels d'autres origines.

Commentaire

Il existe bien des incertitudes et spéculations dans l'évaluation du crime organisé et l'on ne saurait donc se fonder sur ce seul rapport. Un récent numéro de la revue spé-

cialisée *Transnational Organized Crime* (été-automne 1996) a examiné dans quelle mesure le crime organisé russe pouvait constituer une nouvelle menace. Les auteurs rendent notamment attentif à l'impression inexacte que peut donner l'expression « crime organisé russe ». Mieux vaudrait parler d'organisations criminelles, car celles-ci n'ont rien de monolithique ou d'unifié (divisions ethniques, territoriales ou entre générations). Cela vaut également pour d'autres pays, ce qui fait que les collaborations entre organisations criminelles ne débouchent pas pour autant sur des conglomérats criminels mondiaux.

La page Internet de Transnational Organized Crime offre une série de liens avec différents sites Internet consacrés au problème du crime organisé : <http://www.pitt.edu/~rcss/toc.html>

Selon une enquête menée par les organismes officiels sur le crime organisé russe dans la région de New York, dont les résultats ont été rendus publics en juin 1996, la structuration est nettement moins solide que celle de la mafia italienne. Les conflits entre les différents groupes sont parfois très aigus, mais cette diversité rend en même temps la surveillance plus difficile. Une trentaine de groupes criminels seraient des organisations d'une certaine importance, avec une vaste palette d'opérations. Les infiltrations dans le secteur économique en Russie (banques, industries) sont bien réelles, et les groupes criminels n'hésitent pas à user de moyens d'intimidation violents. (Office central de la défense, *Situation et évolution*, 1.10.1997).